

Rendez-vous régionaux de la solidarité 2009 Des consultations bidon !

Québec, 11 décembre 2009 - Une coalition formée d'organismes communautaires autonomes de la région de la Capitale-Nationale a manifesté aujourd'hui devant l'hôtel Gouverneur de Québec afin de dénoncer la consultation organisée par le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, M. Sam Hamad.

La consultation dans la région de la Capitale-Nationale a mis un terme à la tournée des régions du ministre Hamad en vue d'élaborer le deuxième plan de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale du gouvernement du Québec.

Des consultations bidon !

« La manifestation fut l'occasion de donner la parole aux personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale, qui ont été exclues du processus », commente Laurence Brunelle-Côté, porte-parole de la coalition. Une place a également été accordée aux groupes travaillant directement avec les personnes et qui n'avaient pas reçu d'invitation. Ce fut donc le moment d'entendre ceux et celles qui contestent le processus et le contenu de la consultation. « On se questionne sur la place de la démocratie dans ce processus où les invitations ont été tardives, sélectives et tenues confidentielles », de dénoncer Anne-Valérie Lemieux-Breton, également porte-parole. Les questions posées lors des consultations étaient fortement orientées et informaient de la direction qu'entend prendre le gouvernement. « Les pistes proposées par le ministre Hamad dans les cahiers de consultation évacue complètement le rôle central de l'État en matière de lutte à la pauvreté et renvoie aux communautés locales des responsabilités sans les ressources. » de rajouter madame Lemieux-Breton.

Un message fort !

La lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale ne doit pas se concentrer uniquement sur les effets de la pauvreté, mais doit tenir compte aussi de ses causes et des inégalités qui en découlent. « C'est bien beau de pouvoir manger à la soupe populaire, mais les personnes en situation de pauvreté préféreraient mille fois la dignité de manger ce qu'elles ont acheté elles-mêmes », affirme Robert Foisy, porte-parole de la coalition. C'est pourquoi les membres de la coalition ont mis de l'avant plusieurs revendications nationales qui permettront d'amener progressivement le Québec, d'ici 2013, au nombre des nations industrialisées comptant le moins de personnes en situation de pauvreté. Celles-ci s'articulent autour de quatre droits considérés comme fondamentaux :

- Le droit à un revenu décent pour chaque citoyen et citoyenne;
- Le droit d'accès à des services publics universels, sans hausse de tarif;
- Le droit au logement;
- Le droit à une véritable participation citoyenne.

La Coalition régionale est composée de l'Association des cuisines collectives et créatives de la région de Québec, du Collectif de lutte et d'action contre la pauvreté de la région de Québec, du Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions 03-12, du Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix), du Regroupement des organismes communautaires de la région 03, du Regroupement des organismes de personnes handicapées de la région 03 et du Regroupement pour l'aide aux itinérants et itinérantes de Québec.